

Terrorisme, exclusions sociales et marginalisation des groupes vulnérables dans les pays du bassin du Lac Tchad : *Le cas du Cameroun*

Introduction

Il ne se passe un seul jour sans que les médias nous parlent d'attentat ou d'attaque terroriste quelque part dans le monde. Certains observateurs avisés y voient les signes précurseurs d'une Troisième Guerre mondiale, tant la violence s'installe dans la durée et tend à gagner tous les continents, avec un nombre sans cesse croissant de victimes. On se pose alors avec angoisse la question du retour à la paix. Si certains foyers restent plus enflammés que d'autres, la généralisation du phénomène est redoutée par l'ensemble de la communauté internationale aujourd'hui. Qu'elle soit d'origine religieuse, d'origine politique ou socio-économique, cette violence ne laisse personne indifférent et à c'est avec une forte attente, nourrie par une grande espérance que nous, participants africains, avons accueilli le projet de la rencontre internationale de Tirana autour de la Paix, que nous croyons toujours possible dans notre monde. En remerciant la communauté de Saint Egidio pour cette initiative prophétique, dont le monde entier attend les résolutions fortes et utiles, notre présence à cette rencontre est signe de communion autour de la paix comme bien commun de l'humanité. Cette présence risque d'être davantage porteuse de questions qu'elle n'est en mesure de proposer des solutions.

C'est dans cet état d'esprit que nous sommes venu parler de l'expérience du Cameroun, un pays du bassin du Lac Tchad, confronté à la violence à caractère religieux mais aussi menacé par des situations de marginalisation et d'injustices sociales qui sont autant de périphéries dont l'invisibilité a tendance à accroître cette violence au plan moral et physique.

En partant de la théologie du Pape François sur la *dimension sociale de l'évangélisation*, telle que développée dans *Evangelii Gaudium*¹, nous souscrivons à l'idée selon laquelle, annoncer l'évangile dans le monde actuel, ne peut se faire en ignorant les périphéries naturelles ou celles que suscite la culture des biens de consommation vers laquelle l'espace économique mondialisé ravale l'homme. Le pape François remarque judicieusement à ce sujet : « On considère l'être humain en lui-même comme un bien de consommation, qu'on peut utiliser et ensuite jeter... » (*Evangelii Gaudium*, n° 53).

Ces périphéries, qui échappent parfois à notre horizon de visibilité, ne sont pas toujours loin de nous. Les tensions qu'elles engendrent font qu'elles deviennent source de violence rendant ainsi utopique notre désir de paix au niveau de notre environnement

¹ François, *Evangelii Gaudium*, n° 177-258.

immédiat et à l'échelle mondiale. Dans cette modeste réflexion, nous allons visiter le contexte social, local et régional actuel tout en précisant la nature des périphéries qui s'y développent, les formes de violence qu'elles secrètent, ainsi que les défis lancés à la paix au plan local et sous-régional, pour enfin présenter les esquisses de solutions susceptibles de faire face à la violence et rétablir la sécurité.

Le contexte social

En parlant du contexte social, local ou sous régional, il ne s'agit pas pour nous d'en faire une analyse sociologique au sens épistémologique du mot, mais plus modestement d'indiquer les lieux de fracture sociale, où la paix est détériorée ou encore menacée. En soulignant l'appartenance du Cameroun au bassin du Lac Tchad qui compte d'autres pays que sont le Niger, le Nigeria et le Tchad, nous voulons déjà souligner que concernant la paix, nombre de défis sont communs à ces pays. Nous pouvons d'ores et déjà signaler le phénomène de Boko Haram qui a pour nouveau nom d'État islamique pour l'Afrique de l'Ouest.

Le phénomène Boko Haram, pour le désigner par son nom le plus connu, est abordé ici sous deux aspects : sous l'angle des victimes et sous l'angle des conséquences. Car au delà de l'insécurité que ce phénomène sème dans les pays qui forment le bassin du Lac Tchad, il y a cette question inévitable qui est de savoir qui est Boko Haram ? Si on s'accorde à dire que Boko Haram est une secte terroriste qui sème la mort et la désolation dans les pays qu'elle agresse assez régulièrement, il faut par ailleurs admettre que cette « fameuse secte » agit à travers des personnes humaines qui sont censées être ses membres. C'est à ces personnes qui prêtent leurs cerveaux, leurs bras, disons leurs corps, à Boko Haram, pour troubler la sécurité dans un village ou dans une ville du Nigeria, du Cameroun, du Tchad ou du Niger, que nous devons nous intéresser tous. Il nous semble que c'est à ce niveau que se situent les périphéries sociales qu'exploitent les doctrinaires de Boko Haram pour vendre l'identité de leur mouvement en semant la mort. La zone d'action de Boko Haram, dans les pays que nous venons de citer correspond globalement à la ceinture sahélienne.

Au cours de nos enquêtes dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, où Boko Haram sévit par ses attaques terroristes, nous nous sommes intéressés à la question du recrutement de Boko Haram. Ces enquêtes nous ont amené à ce constat que le groupe terroriste s'intéresse particulièrement aux jeunes, de 15 à 25 ans. Nous avons par ailleurs réalisé que Boko Haram était aussi à la recherche de jeunes filles pour les donner en mariage aux jeunes combattants afin de faire des enfants. Dans tous les cas ; le problème qui est soulevé ici reste celui du recrutement. Et de notre point de vue, il est important de s'interroger sur l'origine sociale de ces recrues.

La cible particulièrement visée est celle des jeunes en situation de chômage ou exerçant des métiers précaires tels que celui de conducteur de moto-taxi ou celui de vendeur à la sauvette. Il faut ajouter ici le cas des enfants de la rue qui devient un phénomène assez préoccupant dans nos villes d'Afrique. Le jeune est approché par un doctrinaire ou par un sous-traitant de Boko Haram qui propose une certaine somme d'argent, entre 150 000 Frs et 300 000 FCFA, soit 230 et 460 euros. Pour ceux qui sont en situation de chômage, on leur propose en plus une moto, pour le transport urbain et même inter-urbain des passagers, en vue de leur sécurité matérielle. Ces propositions constituent une révolution dans la vie de ceux qui, jusque là, étaient obligés de mendier ou de voler pour assurer leur survie, ou qui vivait avec à peine un euro par jour.

Ces jeunes, qui sont autour de nous et qui vivent avec nous dans des conditions méprisables et misérables, et qui, très souvent, ne recueillent de la part des institutions gouvernementales, des possédants et de leurs géniteurs, qu'une certaine indifférence, se révèlent alors un danger public que redoute la société, pour cette raison qu'endoctrinés et instrumentalisés par Boko Haram, ils se transforment en pilliers, en tueurs, et en poseurs de bombes. En réalité, ces jeunes sont, pour la plupart victimes de ces entreprises terroristes qui les engagent dans les industries de la mort et de la violence. Parmi ces jeunes, il y a le cas de ceux qui sont enlevés de force et enrôlés malgré eux dans ces mêmes industries.

L'indifférence sociale, qui gagne l'espace urbain en Afrique, du fait de la rupture des systèmes de solidarité traditionnels, ne nous permet pas plus de voir la misère des autres, d'assumer convenablement nos responsabilités parentales vis-à-vis de nos enfants et de permettre le fonctionnement efficient des institutions d'Etat au service des exclus sociaux, en l'occurrence les couches défavorisées par la nature et marginalisées par l'économie libérale que la mondialisation impose sur la planète et que nos États acceptent très souvent parce qu'ils n'ont pas d'autres choix.

Le croyant africain, dont Mgr Jean Zoa dénonçait naguère l'enferment culturel², est-il encore en mesure de voir autour de lui ces périphéries sociales engendrées par la pauvreté, les disparités et les inégalités, et de pouvoir y agir en conséquence ? C'est le rôle des Églises qui se trouvent ici interpellé face à cette dure réalité qui rend potentiellement nos sociétés explosives. La ville africaine, déjà indexée, est le lieu par excellence où la « périphérisation » des groupes humains vulnérables avance à grand pas. Andréa Riccardi fait une analyse pertinente lorsqu'examinant la pensée du Pape François, il écrit:

« Composée de grandes périphéries anonymes, la ville a de moins en moins une identité collective et un destin commun. Dans son ensemble, elle perd ses sécurités : ceux

² J.P. Messina, *Jean Zoa, prêtre et archevêque de Yaoundé*, Paris, Karthala, 2000, pp. 200-201.

qui en ont la possibilité se replient alors dans les quartiers résidentiels protégés (c'est la réalité dans de nombreuses villes du Sud)³.

On comprend donc que devant le scandale des enfants soldats, de petites filles qui se font exploser pour le compte de Boko Haram, c'est la société elle-même qu'il faut d'abord interroger : qu'avons-nous fait de nos enfants ? Peut-on réellement se convaincre qu'une fille de 10 ans accepte de gaieté de cœur de se faire exploser dans un espace public, associant à sa propre mort celle des autres personnes, sous prétexte qu'elle exécute « un ordre d'Allah ? La vérité est que cette petite fille n'a pas de choix et que le terrorisme se nourrit de la « périphérisation » humaine, à laquelle très peu d'attention est accordée aujourd'hui. En fait, les situations sociales dans lesquelles la plupart des jeunes se retrouvent aujourd'hui en Afrique les rendent vulnérables face à certains discours intégristes et propositions d'engagement professionnel piégées. Au nom d'un soi-disant ennemi qu'on appelle Occident et sa culture, ennemi qui ferait du tort à l'Afrique en lui imposant ses valeurs, il est question de combattre ce soi-disant ennemi, ainsi que leurs transfuges africains qui nous gouvernent pour libérer le continent et procurer le bien être à tous. Ce discours, dans sa forme et dans son fond, est séduisant pour celui qui manque de discernement ou qui n'a pas le temps de discerner. On ne réalise pas tout de suite que ceux qui tiennent ces discours, à l'instar des leaders de Boko Haram, ont eux-mêmes des puissants réseaux de partenariat dans cet Occident, devenu leur fond de commerce, et que en lieu et place de libération de l'Afrique, il est question de drogue et d'autres activités très lucratives, où seul compte l'intérêt des doctrinaires et des leaders. Les jeunes engagés dans une telle aventure sont doublement victimes : victimes de la supercherie du discours et victimes du système auquel ils adhèrent, lequel se révèle un monstre prêt à les écraser, au cas où le moindre signe de désobéissance viendrait à se manifester. Sans forcément prétendre que tous ces jeunes, qui ont adhéré à Boko Haram, ignorent la réalité qui les attend – la preuve en est que malgré les mises en garde fortement relayés par les médias nationaux et internationaux, le mouvement a continué de recruter – nous voulons tout simplement interpeller l'environnement politique et religieux, au plan local, régional et international.

Au plan politique, malgré de réels efforts observés dans les pays du bassin du Lac Tchad, les disparités sociales sont encore fortes, et les jeunes peinent à trouver un espace d'expression et d'action dans ces régimes où les états majors politiques sont réfractaires au changement. On peut alors constater que malgré la volonté politique visible au niveau des discours, le changement à la base ne suit pas. Sur le plan international, on a le sentiment que la politique sécuritaire des grandes puissances est fonction de leurs intérêts économiques immédiats. Entre les promesses des discours et l'effectivité de leur réalisation sur le terrain, il y a un grand écart. Et cet écart a tendance à être normalisé. Les promesses faites par les États Unis pour libérer les 230 jeunes filles enlevées, le 15 avril 2014, au lycée de Shibok, dans l'État du Bornou au Nigéria, ne seront jamais tenues si tant est vrai que ces

³ A. Riccardi, Comprendre le pape François. L'itinéraire d'un pape qui veut changer l'Église et le monde Paris, Éditions de l'Emmanuel, 2015, p. 196.

jeunes filles ont été, pour la plupart, mariées de force aux combattants de Boko Haram. La communauté internationale nourrit chaque jour les pays de bassin du Lac Tchad des promesses d'aide dans la lutte contre Boko Haram, mais la secte continue sereinement ses attaques et ses exactions là où elle les programme. Il y a quelque chose que le profane ne comprend pas. Or on sait très bien que la déstabilisation socio-politique de l'Afrique ne profitera à personne. Et lorsqu'on voit les cohortes de migrants africains, qui fuient la misère de leurs pays d'origine, que même les dangers de mort en cours de route n'arrivent pas à dissuader leur volonté de gagner l'Europe, il faut se convaincre que la déstabilisation de l'Afrique aurait des conséquences néfastes pour le reste du monde, à commencer par l'Europe. La politique sécuritaire internationale devrait se montrer plus cohérente et plus rigoureuse, sous l'égide des Nations-Unis. Car partout où la paix est en faillite, le reste du monde en ressent les contre coups, à court ou à moyen termes.

Concernant la responsabilité des religions, on peut se demander si elles sont toujours outillées spirituellement et doctrinalement pour voir l'homme et l'accueillir tel qu'il est. Le Pape François parle de « discernement évangélique » (E.G., n° 50), pour interpellé chaque missionnaire, là où il se trouve, sur l'exigence du décryptage des signes des temps, afin de comprendre le milieu qu'il doit évangéliser. Autrement dit, les situations de misère humaine ne doivent pas échapper à celui qui vient au nom du Seigneur semer l'espérance et la foi par l'annonce d'une *Nouvelle* par essence *Bonne*, ayant vocation de changer radicalement la vie de celui à qui cette *Bonne Nouvelle* est destinée. Bien plus, suffit-il de faire du prosélytisme pour avoir bonne conscience ? Ne convient-il pas d'assurer l'éducation religieuse de celui qui a accepté de venir à la rencontre du Seigneur et qui l'a adopté ? En réalité, le problème, tel que nous le posons ici, ne concerne pas que les Églises chrétiennes, mais toutes les religions où on reconnaît le Dieu unique.

Toute religion doit être en mesure d'identifier les *périphéries* humaines et d'assumer par un engagement social la condition humaine de ceux qui sont ainsi concernés. Cela signifie s'engager dans la lutte contre la pauvreté, les injustices et les disparités sociales, au nom de Dieu, qui aime l'homme et qui désire le sauver.

Dans le contexte de violence due au terrorisme que certains mouvements, se réclamant d'une identité aux antipodes de la religion, imposent, il nous semble pertinent et urgent de mettre l'accent sur la formation des croyants. La responsabilité de cette formation incombe au premier chef aux leaders religieux ou encore aux structures mises en place à cette fin. Cette formation vise particulièrement à doter le croyant des ressources spirituelles et morales qui lui permettent de discerner entre l'authenticité doctrinale de sa religion et les discours intégristes ou fondamentalistes dérivés. Nous savons tous que Boko Haram n'incarne pas l'authenticité de l'Islam qui est une religion de paix et de promotion humaine. Mais Boko Haram exploite l'ignorance religieuse des jeunes pour les gagner à son idéologie de la violence. Ce que nous disons de Boko Haram est valable pour certaines confessions chrétiennes, qui dépouillent, sans le moindre scrupule, les familles, au nom de Jésus-Christ

sous prétexte de chasser les démons ou de leur vendre la prospérité matérielle, quand il ne s'agit pas purement et simplement de rompre l'union conjugale. L'ignorance religieuse nous semble être un défi majeur à relever pour bâtir des communautés de croyants aux convictions fermes et inébranlables, de véritables boucliers contre lesquels viendraient s'écraser tous ceux qui voudraient exploiter la religion à des fins idéologiques enveloppées de violence.

Les périphéries sociales, en Afrique, sont autour de nous et se multiplient dans nos familles. Ceux qui dirigent ou qui ont vocation à diriger le monde, devraient faire de ces propos du Pape François une véritable charte sociale :

« De nos jours, de toutes parts on demande une plus grande sécurité. Mais, tant que ne s'élimine l'exclusion sociale et la disparité sociale, dans la société et entre les divers peuples, il sera impossible d'éradiquer la violence. On accuse les pauvres et les populations les plus pauvres de la violence, mais, sans égalité de chances, les différentes formes d'agression et de guerres trouveront un terrain fertile qui tôt ou tard provoquera l'explosion » (G.E. ,32).

À Yaoundé comme à Ndjaména, Abuja et Niamey, le phénomène des enfants de la rue s'amplifie. On les voit sur des places publiques, comme au centre-ville de Yaoundé, fumant du chanvre ou aspirant des drogues douces en plein jour et parfois, sous l'indifférence des forces de sécurité publique dont la mission est de prévenir ou de réprimer ces pratiques. Quant aux autres citoyens, ils évitent de se retrouver dans le voisinage de ces enfants, soit parce que ces derniers perturbent leur tranquillité par la mendicité, soit parce qu'ils ont peur d'être agressés, étant donné que, chez ces enfants de la rue, il n'y a pas de barrière étanche entre mendicité et agression. Beaucoup de ces enfants sont aux portes de nos églises et cathédrales, aux portes de nos mosquées et temples.

La situation est de plus en plus complexe dans la mesure où certains de ces enfants sont caporalisés par les gangs organisés, qui les initient à la culture de la violence et dont les frontières restent difficiles à délimiter. Nous assistons à un autre phénomène qui est celui des adultes de la rue. Jusque là, nos grandes villes hébergeaient des malades sans domicile fixe comme les lépreux, mais de plus en plus, on voit des espaces urbains occupés par des adultes qui passent leur temps à mendier comme les enfants de la rue. Enfin l'abandon des personnes âgées prouve qu'aujourd'hui la famille africaine est en pleine crise. Elle ne joue plus son rôle traditionnel d'intégration et d'équilibre sociaux. Elle n'assure plus l'éducation des enfants comme autrefois, et participe des facteurs de désintégration du tissu social en Afrique. La ville (plus de 40% de la population africaine), constitue le lieu privilégié où toutes les périphéries humaines se donnent rendez-vous et sont plus visibles. Et il faut bien voir, dans la croissance démographique urbaine, celle des périphéries humaines. Ce qui, en aval, pose le problème de la pastorale en milieu urbain. Le moins qu'on puisse dire est que cette situation est, comme nous l'avons déjà fait savoir, potentiellement explosive, du fait que les deux tiers de la population urbaine vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec moins d'un

euro par jour. Qu'est ce qui est fait pour remédier à cette situation qui porte atteinte à la paix ?

Esquisses de solutions

Le contexte de crise sociale, qui sévit en Afrique sahélienne, marqué par la violence des mouvements islamistes ou djihadiste mais aussi par des tensions sociales, appelle des solutions d'urgence, pertinentes et ciblées, au niveau politique comme au plan religieux. Nous partirons de ce qui se fait déjà sur le terrain pour voir cela est suffisant pour éradiquer de la conscience collective les germes d'insécurité que les uns et les autres éprouvent en ce moment.

La guerre contre Boko Haram

Celle-ci était devenue inévitable. Boko Haram était sur le point de s'emparer d'une bonne partie des territoires appartenant à la zone sahélienne des États du bassin du Lac Tchad. Cet objectif fait toujours partie de son programme d'action, et le fait que le mouvement ait changé de nom pour se faire appeler État islamique de l'Afrique de l'Ouest montre que ce volet politique reste d'actualité. Et cela ne peut se faire sans l'utilisation de la force, dont les effets pervers sur les paisibles populations ont été relevés. Le Cameroun en déclarant la guerre à Boko Haram, par la voix de son chef d'État, Paul Biya, le 17 mai 2014, a empêché et continue d'empêcher Boko Haram de s'installer sur son territoire. La guerre a changé de visage même si elle reste toujours asymétrique. Partie des attaques par des combattants lourdement armés, elle a tendance à se réduire aux interventions Kamikaze des jeunes filles qui se font exploser en certains lieux de nos cités. La ville de Maroua, au Cameroun, en a été victime trois fois. Mais ce changement de stratégie fait dire à certains observateurs que le mouvement est en situation d'essoufflement. La force multinationale, qui peine à se mettre en place, à cause des moyens logistiques et financiers mais aussi d'une politique de coordination efficace, a pour objectif majeur de mettre définitivement le mouvement hors d'état de nuire sur l'ensemble de l'espace qui correspond à la région de l'Extrême-Nord au Cameroun, le Nigéria, le Niger, le Tchad et le Bénin. La guerre contre Boko Haram est juste et utile, bien que son prix coûte très cher aux États qui la mènent et retardent la réalisation des projets d'utilité sociale. En même temps qu'il faut mener la guerre, il convient de résoudre les problèmes connexes, comme celui des réfugiés. Le Cameroun paye le plus lourd tribut sur ce plan, il y a dans l'Extrême-Nord plus de 100 000 réfugiés nigériens et presque autant dans la Région de l'Est, entre Garoua Boulaï et Bertoua. Dans cette région particulière, les réfugiés sont presque exclusivement des Centrafricains qui fuient l'affrontement entre les Antibalaka prétendument chrétiens et les Seleka qui seraient des musulmans, un conflit d'un autre genre, de nature politique mais à coloration religieuse.

Dans le cas de la guerre proprement dite contre le Boko Haram ou dans le cas de l'accueil des réfugiés, quelle que soit leur origine, le soutien des partenaires étrangers et de la communauté internationale est indispensable. Sur ce terrain, il y a encore plus de

rhétorique politique qu'on n'observe l'effectivité des engagements sur le terrain. La solidarité internationale tarde à prendre corps de manière à donner des résultats palpables sur le terrain. Et comme dit un proverbe africain, « *lorsque la maison de ton voisin brûle, si tu ne lui viens pas en aide, les flammes vont embraser la tienne dans leur course folle et aveugle* ». L'Afrique, cernée par les forces du mal, attend le soutien formel et inconditionnel de la communauté internationale pour ne pas dire de l'Occident. On ne peut pas vouloir aujourd'hui sauver les forêts africaines sans s'intéresser à la condition de ceux à qui Dieu a donné ces forêts. Voilà pourquoi le Pape François parle de « *dette écologique*⁴ ». Nous n'en dirons pas plus. Bref, la lutte contre Boko Haram et ses affidés doit s'accompagner, au sein des États concernés, par un nouveau regard politique sur la gestion des ressources économiques qu'on souhaite plus équitable, et sur une véritable politique d'ouverture aux jeunes, d'intégration et de promotion de ces derniers. Si l'intention est là, les résultats sont encore très en deçà des attentes. Il y va de la stabilité politique et de la sécurité sociale de nos pays. Seulement, il faut savoir que si Boko Haram, comme nous le prévoyons tous, va très prochainement être vaincu, le combat contre les intégrismes politiques et religieux ne sera pas pour autant gagné, si les religions ne s'impliquent pas.

Dimension sociale de l'évangélisation et dialogue inter-religieux

Jean Marc Ela, le chantre africain de la théologie de la libération, met en évidence que l'évangile ne peut pas se désolidariser des situations où l'homme est opprimé : « *elle (l'Église) articule le témoignage de la Résurrection avec de la libération de tout ce qui opprime l'homme* »

Le Pape François nous apprend opportunément que la confession de la foi ne peut se faire sans un engagement social parce que la misère humaine est la conséquence de l'œuvre des potentats de ce monde qui, au nom de leurs intérêts politiques et économiques, enlèvent aux autres ce qui devrait faire la fierté de tous : la dignité. Ce qui revient à dire que le Lévite africain n'a pas le droit de se taire devant l'injustice, au risque d'en être complice ; encore moins de rester les bras croisés là où il doit donner la main pour relever le blessé social de son état endémique ou chronique. Les périphéries humaines se développent autour de nous et il faut être spirituellement myope pour ne pas les voir.

À Yaoundé où l'archevêque métropolitain vient de lancer le premier synode de son épiscopat, les attentes légitimes d'une pastorale sociale en faveur des marginalisés sociaux sont d'autant plus fortes qu'on a vu et apprécié l'action de solidarité qu'il a su monter depuis Yaoundé en faveur des victimes de Boko Haram dans l'Extrême- Nord et des réfugiés centrafricains dans l'Est- Cameroun. Par l'assistance à ces catégories sociales en dons et denrées non périssables, il a été donné aux observateurs de découvrir et d'apprécier le rôle d'un archevêque métropolitain .C'est cette diaconie qu'il faut réorganiser et redynamiser dans la ville de Yaoundé où le nombre de nécessiteux sociaux est en croissance continue.

⁴ François, *Lettre encyclique Laudate Si*, op. cit. n° 51.

⁵ J.M.Ela , *Repenser la théologie africaine. Le, Dieu qui libère*, Paris, Karthala, 2003, p.237.

Parlant de nécessaires, il faut aujourd'hui savoir que ceux-ci viennent de toutes les religions qui se pratiquent au Cameroun. Nous voulons particulièrement mettre en exergue les chrétiens de différentes confessions et les musulmans. Le cosmopolitisme démographique à Yaoundé s'accompagne du cosmopolitisme religieux, avec malheureusement des accents d'intégrismes chez certains.

Cette situation suscite alors l'exigence du dialogue inter-religieux. Si ce dialogue est ancien, il est aujourd'hui urgent et plus que jamais nécessaire à cause du phénomène Boko Haram. L'Association Camerounaise pour le Dialogue inter-religieux, en abrégé ACADIR, fondée en 2004 par les musulmans et les chrétiens anime ce dialogue sur toute l'étendue du territoire camerounais. La communauté locale (camerounaise) Saint Egidio fait partie de l'ACADIR. Les axes d'action de ce dialogue sont :

- les cultes inter-religieux
- la formation des animateurs religieux à la base,
- le volet éducatif et les forums inter-religieux.

Dans le cadre du volet éducatif, se réalise aujourd'hui sous la responsabilité de l'auteur de ces lignes, un grand projet sur la connaissance des religions du Cameroun. Ce projet vise à pouvoir intégrer graduellement l'enseignement des religions dans toutes les écoles du Cameroun : laïques, confessionnelles, et publiques. L'enjeu est la lutte contre les intégrismes et les extrémismes par une bonne connaissance des religions. Nous savons que Boko Haram sera vaincu, mais pour autant les intégrismes vont-ils disparaître ? Ce n'est pas évident. Voilà pourquoi, il nous semble utile et opportun d'agir sur la conscience des jeunes, base de recrutement et victimes des mouvements intégristes, par une éducation religieuse appropriée et circonstanciée.

En définitive, la paix n'est pas une utopie au sens philosophique du mot. Elle reste possible si une mobilisation locale et internationale est réelle, si les grandes religions manifestent la bonne volonté de la reconquérir par le dialogue et les actions communes contre les injustices sociales, si au nom de notre foi commune au Dieu unique, nous nous engageons à supprimer les périphéries humaines autour de nous.

Pr Jean Paul Messina UCAC/Yaoundé